

# LE RÉVEIL

SOCIALISTE - ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE :

ABONNEMENTS : Une année, Fr. 2. — Six mois, Fr. 1. —

Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :

RUE DES SAVOISES, 6

(GENÈVE) SUISSE

UNION POSTALE UNIVERSELLE :

ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3. — Six mois, Fr. 1.50

Le numéro : 10 centimes

## Le Congrès d'Amsterdam

Bien que les anarchistes et avec eux les syndicats ouvriers qui luttent contre la bourgeoisie sur le terrain économique, sans préoccupation politique d'aucune sorte, aient été exclus des congrès internationaux, depuis le congrès de Londres, en 1896, par la fourberie, le jésuitisme et la peur des Basile Guesde, des Ignace Jaurès (délégué sans aucun mandat régulier, comme ses amis Millerand, Gérauld-Richard et Viviani) et par toute la clique de la social-démocratie allemande, les Bebel, Fischer, Liebknecht, Singer, etc., etc., la crainte des anarchistes et de leurs critiques a dominé tous les débats du congrès des politiciens socialistes réunis à Amsterdam.

Les anarchistes n'y sont plus, mais la crainte qu'ils inspirent encore est, pour ce monde de trafiquants du suffrage universel, le commencement de la sagesse.

Il s'est fait une sélection parmi les participants à ces conclaves du dogme politique. Par l'élimination des éléments indépendants et en limitant l'action socialiste aux préoccupations électorales seulement sous couvert de conquête des pouvoirs publics, les congressistes d'aujourd'hui sont surtout des petits bourgeois, des bureaucrates socialistes, des secrétaires ouvriers payés par la bourgeoisie pour un travail dont elle ne craint pas les conséquences, des avocats ou des philanthropes qui n'en sont pas moins d'excellents bourgeois. L'élément ouvrier reste en minorité et est représenté par les seules trades-unions anglaises, que la social-démocratie allemande a toujours tenu à conserver, parce qu'elles font illusion par le chiffre important de délégués qu'elles peuvent envoyer à point nommé dans les congrès internationaux, puis par le renom de bonne organisation qu'elles se sont acquises et la tendance nouvelle qu'elles manifestent ouvertement maintenant à se livrer à une politique active.

Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! et toute la meute des députés socialistes, des arrivistes, des arrivés et de tous ceux qui aspirent à vivre aussi largement que possible sur le dos du peuple, ceux qui détiennent déjà les places que la bourgeoisie tient en réserve pour hâter la décomposition du socialisme et le pourrir sûrement, au nombre de 450, se sont rassemblés pour entendre la casuistique d'un Bebel, les fourberies d'un Guesde et d'un Vaillant et les redondances déclamatoires d'un Jaurès.

Beau spectacle vraiment que celui donné par le Parti socialiste français et le Parti socialiste de France se jetant, par la bouche de leurs représentants, les pires injures et le nombre vrai ou faux de leurs membres colistants pour prouver leur importance et montrer les progrès accomplis dans l'émulation d'une concurrence qui n'est en somme qu'une rivalité de personnes !

De toutes les questions posées à ce congrès, qu'il eût fallu discuter en toute sécurité, la question de tactique a eu seule les honneurs d'une discussion, sinon approfondie, du moins laborieuse et mouvementée, tant au sein de la commission spéciale qu'au sein du congrès même. Cette tendance, cette préoccupation de tous les congressistes, anxieuse du résultat final, suffirait à nous montrer l'abandon dans lequel sont tombées toutes les questions qui ne mettent pas la politique en cause. Les motions ayant une portée économique, telles que les assurances, les trusts, comme aussi celle de la grève générale, ont été purement et simplement sacrifiées, résolues en un clin d'œil et les conclusions rédigées dans un français baroque qui fait regretter le volapuk, malgré la présence de M. Édgard Milhaud et tant d'autres congressistes plus attentifs aux passes oratoires d'un Jaurès et d'un Bebel qu'à leur propre besogne.

Tous politiciens, vivant de la politique ou cherchant à en vivre, il ne pouvait guère en être autrement. La motion du congrès de Dresde sur laquelle s'est jouée toute cette comédie extra-parlementaire, devait avoir une sanction internationale. Bebel, au nom de la social-démocratie allemande, et surtout pour sa propre vanité, devait vouloir que le veto de son parti fut appuyé encore par celui d'un congrès international. Jaurès feint de croire que c'est là l'œuvre occulte de ses compatriotes Guesde et Vaillant, mais les réformistes Vollmar et Bern-

stein qu'il combattait lui-même, tout en ayant de nombreuses affinités et de nombreux points de contact avec eux, ne devaient-ils pas être pulvérisés une fois de plus pour la plus grande joie du dictateur Bebel, jouant avec le mot « révolutionnaire » comme avec une balle élastique ?

Le dogme qui était primitivement édicté pour l'Allemagne seule devient, par le vote de la motion de Dresde, au congrès d'Amsterdam, un dogme devant lequel s'inclineront — du moins on l'espère — les partis « socialistes » de tous les pays. On reconnaît bien là l'esprit dominateur de la social-démocratie allemande et de son dictateur Bebel. Ce vote est contraire aux décisions du congrès de Zurich (1893) qui laissaient une certaine autonomie aux organisations tout en déclarant cependant contradictoirement que « le but révolutionnaire du mouvement socialiste devait toujours être mis à l'avant-plan », simple formule destinée à calmer les impatiences des compagnons et à endormir leurs défiances justifiées par les faits. Dans ce congrès de Zurich, contradictoirement aussi avec les considérants qui font suite, l'action politique, malgré l'opposition allemande, était encore considérée comme un *moyen*. La présence dans le voisinage des délégués anarchistes que l'on avait expulsés du congrès, obligeait à une certaine pudeur, mais, depuis, toute la littérature socialiste, emboîtant le pas derrière les écrivains allemands, cherchait à nous persuader que la politique était un *but* en soi, par la conquête des pouvoirs avec lesquels serait conquise l'émancipation économique des travailleurs.

La motion de Dresde oppose sur le terrain politique la lutte de classes à leur collaboration. Casuistique pure, car les conditions dans lesquelles est circonscrite la lutte politique, dans tous les pays, par la loi bourgeoise, ne peut faire de cette lutte autre chose qu'une collaboration de classes. Vous pouvez faire de l'opposition dans le parlement, de l'obstruction même, mais en répondant, par la seule acceptation de la loi qui vous appelle au scrutin, au désir unanime des classes possédantes de faire partager la responsabilité de leurs actes à tout l'ensemble du peuple, aussi bien ceux qui légalisent leurs vols sur le bien commun que ceux qui affirment leur toute puissance, vous accomplissez un acte contre-révolutionnaire qui vous mènera loin, c'est-à-dire à partager de plus en plus les responsabilités du pouvoir tout en limitant l'action des individus au seul usage du bulletin de vote. Inutile de rappeler tous les vils marchés conclus pour un avantage électoral, collaboration dans le mensonge que ne repousse aucunement un Bebel parlant avec insouciance des alliances « avec les libéraux contre le centre avec le centre contre les libéraux ». Comment ce principe du donnant donnant pourrait-il être autre chose dans son application qu'une collaboration de classes ?

Du reste toutes les décisions de ce congrès portent la marque d'une collaboration de ce genre, qu'il s'agisse des assurances ouvrières ou de toute autre réforme plus ou moins bien définie. De plus, un chauvinisme national auquel n'ont su résister ni l'évolutionniste ni le prétendu révolutionnaire est bien fait pour nous montrer leurs communes habitudes de soumission au patriotisme éclairé par la raison bourgeoise. Les déclarations solennelles d'un Bebel se portant garant à la tribune du Reichstag des sentiments loyalistes des ouvriers allemands, qu'il déclarait prêts à marcher au premier commandement contre l'ennemi, nous en disent long aussi sur cette collaboration de classes que tient dans sa main le gouvernement de Guillaume II.

La lutte entre les deux conceptions, qui n'ont apparemment pas d'autres différences qu'une question de plus ou de moins, c'est-à-dire de facilité, pour les pays où la vie politique est plus développée et mieux favorisée, à se rapprocher du pouvoir et à y collaborer effectivement, alors que dans d'autres cette possibilité ne peut être prévue encore, a été des plus acerbes. Les principaux combattants se sont jetés des poignées de vérités à la face sans penser au profit que ne manqueraient pas d'en tirer les anarchistes.

Jaurès a démontré l'impuissance de la social-

démocratie allemande à tous les points de vue, politique et économique. Écoutez cela :

Vous avez été contraints, lorsque les patrons allemands, dans leurs usines, ont obligé les ouvriers allemands socialistes à signer de plates adresses de félicitations à votre empereur, c'est-à-dire à vous souffler vous-mêmes, vous avez été contraints de leur conseiller de ne pas refuser leur signature ! Et vous continuez ainsi à émausser, à obscurcir, à affaiblir dans le prolétariat allemand cette force historiquement trop débile d'une tradition révolutionnaire insuffisante.

Et plus loin encore :

Donc, vous ne savez pas quelle route vous choisirez. On attendait de vous au lendemain de cette grande victoire (dernières élections au Reichstag), un mot d'ordre, un programme d'action, une tactique. Vous avez exploré, vous avez tâté, guetté les événements ; les esprits n'étaient pas mûrs. Et alors, vous avez, devant votre propre prolétariat, vous avez devant le prolétariat international, masqué votre impuissance d'action en vous réfugiant dans l'intransigeance des formules théoriques, que votre éminent camarade Kautsky vous fournira jusqu'à épuisement vital.

Guesde et Bebel peuvent à leur tour montrer combien le socialisme de Jaurès se prêtait aux combinaisons bourgeoises, de quels vieux postulats radicaux il s'était fait le défenseur et de quelle duperie était constituée la collaboration qu'il prêtait aux pires ennemis du prolétariat. « Soutenir constamment un gouvernement bourgeois, s'est écrié Bebel, c'est travailler pour les anarchistes. »

Nous ne saurions laisser passer sous silence la riposte de Jaurès, car elle démontre la mauvaise foi de cet homme :

Vous dites qu'aujourd'hui nous faisons le jeu des anarchistes ? Eh bien, écoutez. Il y avait alors en France une abominable loi que nous avions combattue pendant des semaines, que nous avons appelée, que nous appelons encore la loi scélérate et qui était dirigée en apparence contre les anarchistes, au fond contre les socialistes.

Puis il se vante d'avoir, avec Guesde, Millerand, et ses amis, repoussé l'abrogation des lois scélérates, parce qu'à ce moment elle pouvait mettre à mal le ministère Bourgeois qu'ils soutenaient, pendant que le blanquiste Vaillant et ses amis s'abstenaient pour la même raison, et il s'écrie triomphant : « Avons-nous fait des anarchistes ce jour-là ? »

L'abominable loi n'a pas été abrogée. Or, si réellement les lois scélérates avaient été dirigées contre les socialistes, comme Jaurès veut le faire croire, les députés socialistes et leurs amis du ministère n'auraient-ils pas trouvé le moyen depuis tant d'années de les faire rapporter ? Du reste, son exclamation finale lui donnerait à lui-même un démenti formel, si les opinions des véritables victimes de ces lois, qu'ils conservent pieusement, ne suffisaient pas à le confondre.

Les uns et les autres nous ont fourni d'excellents arguments à l'appui de notre cause et le grand débâlage qui s'est fait à Amsterdam servira, nous en sommes sûrs, à ouvrir les yeux aux travailleurs, qui savent encore tirer des faits les conclusions appropriées. La motion d'unité socialiste, acclamée par tout le congrès après une telle lessive, n'est pas autre chose qu'un voile jeté sur cette démence collective où l'ambition des individus s'est mise à nu, où les querelles de personnalités ont tenu lieu de principes d'action.

Personne ne pourra plus nous donner le change, le congrès d'Amsterdam nous a montré à quel degré de pourriture avancée, la bourgeoisie, par le parlementarisme, avait amené les différentes fractions du socialisme international.

La motion de Dresde, dressée pour satisfaire la manie dictatoriale d'un vieillard ombrageux, n'aura aucune force. Adoucie dans ses termes, elle rendra, en Allemagne, la liberté à la fraction révisionniste qui s'était tue momentanément. Mais en France, en Italie et ailleurs, où les ambitions sont mûres pour le gouvernement, elle n'arrêtera personne. Les bourgeois qui ont adhéré au socialisme parlementaire, parce qu'aucune autre porte ne leur était ouverte, sont poussés par une telle force inconsciente que nulle puissance ne pourrait les arrêter dans leur course. Ils s'y briseront comme un Millerand, mais le prolétariat ne saurait se plaindre d'être débarrassé enfin de cette tourbe qui corrompait tout, jusqu'aux meilleures intentions.

Chassés des congrès du socialisme internatio-

nal, les anarchistes ont aujourd'hui leur revanche sans l'avoir demandée. Ce qu'ils avaient prévu arrive plus promptement encore qu'ils ne pouvaient l'espérer. Les partisans du principe autoritaire se mangent entre eux avant d'arriver au port. Demain les réformistes auront rejoint les partis bourgeois qu'ils servaient au mieux. Quant au principe de la lutte de classe, les ouvriers n'avaient pas attendu les théories nébuleuses d'un Kautsky que Jaurès, en le présentant au public français, appelait alors le « grand théoricien socialiste ». Ils prouvaient la lutte en combattant sur le terrain économique, où venaient trop souvent les rejoindre les gens de politique, anxieux de voir leur échapper un instant cette proie du prolétariat, dont ils ont besoin pour vivre et pour satisfaire l'ambition qui les tenaille.

Que le congrès d'Amsterdam, par sa composition et ses travaux de basse intrigue politique desservant le prolétariat devant la bourgeoisie internationale, éclairé enfin les travailleurs sur les visées de ceux qui veulent le conduire la corde au cou et de ce mal qu'il lut il en ressortira un bien. Ainsi soit-il. G. H.

## Organisation Ouvrière et Anarchisme

I.

La question de l'organisation ouvrière a déjà été traitée plus d'une fois dans le *Réveil*, mais son importance et la nécessité pour nous de préciser toujours plus nos idées nous obligent à y revenir.

Nous affirmons que le travailleur est esclave et il importe donc avant tout d'expliquer ce que nous entendons par esclavage.

Herbert Spencer l'a défini ainsi : « Travailler pour le compte des autres », et nous acceptons sa définition, bien qu'incomplète, car elle est la plus simple et la plus compréhensible. L'essence même de l'esclavage réside bien dans l'obligation absolue d'employer ses forces pour un maître. Le prolétariat de nos jours, privé de tous les moyens de production, est astreint pour vivre à travailler pour une minorité de privilégiés. Son esclavage n'est donc pas douteux, et il est aggravé par le fait que le salarié n'a même pas le droit au travail pour le compte des autres.

Nos politiciens menteurs proclament souverains des hommes qui, devant s'employer pour les autres, ne trouvent pas toujours à le faire et sont ainsi légalement affamés. Notre souveraineté consiste alors à rechercher anxieusement un nouveau patron pour remplacer l'ancien que le malheur (oui, le malheur, ô ironie des mots !) nous a fait perdre !

Notre droit au travail dépendant du bon vouloir d'un maître, notre droit à la vie en dépend aussi. Dès lors, il est évident que nous ne pouvons nous émanciper qu'en acquérant la possibilité de travailler pour notre propre compte.

Le but donc que nous proposons à la classe ouvrière n'est pas simplement celui de demander de meilleures conditions au patronat, mais de conquérir la vraie liberté du travail par l'expropriation de tous les moyens de production et la suppression même du patronat.

Que de fois la presse bourgeoise nous a-t-elle reproché, en un touchant accord avec les socialistes légalitaires, de ne pas vouloir l'intérêt bien compris des ouvriers, mais uniquement le désordre, le chambardement ! Il paraîtrait que nous n'avons pas de plus grand intérêt que celui de continuer éternellement à nous épuiser pour MM. les patrons ! S'il nous arrivait un jour de pouvoir travailler pour nous-mêmes au lieu que ce soit pour un capitaliste, ce serait notre ruine ! A vrai dire un patron se croit ruiné, au contraire, lorsque ne pouvant plus continuer l'exploitation de son prochain comme employeur, il est forcé de devenir employé ; mais tout est relatif dans ce monde et nous devons continuer à être heureux de subir ce que nos maîtres jugent la plus grande des déchéances pour eux !

Le meilleur résultat que nous attendons des grèves est celui d'habituer les salariés à la résistance contre l'exploitation capitaliste et de leur donner la conscience de l'antagonisme irréductible d'intérêts. Toute coalition ouvrière amène, d'ailleurs, une coalition bourgeoise, et fait tomber le masque à tous les soi-disant progressistes, qui cessent de l'être vis-à-vis de la moindre concession que le peuple, las d'implorer en vain, se met à exiger.

Cornély, le journaliste réactionnaire bien connu, écrit avec raison : « Les grévistes, qui n'ont encore affamé qu'eux-mêmes, jouent, dans la société, le rôle des enfants volontaires qui se privent de manger pour punir leurs

